

Bonjour Monsieur le Maire,

Je répond à votre courrier du 22 mai 2017 concernant la loi SRU.

Une taxe pour les petites communes n'est pas forcément la solution, néanmoins nous pensons à Lutte Ouvrière qu'il y a un énorme besoin en logements sociaux et les petites communes sont aussi concernées. Mais pour ce faire, cela nécessiterait un engagement de l'Etat.

Habitante moi-même d'un logement social à Sainte-Eulalie, je pense qu'il est nécessaire que l'Etat s'engage dans une politique de logements pour tous. Et pour cela, il faudra obliger l'Etat à le faire et à ne plus baisser par exemple les impôts sur les bénéfices des sociétés, à ne pas supprimer l'ISF, à arrêter de verser à fonds perdus des aides sous prétexte que cela va créer de l'emploi alors que les entreprises qui touchent ces aides suppriment pour la plupart les emplois (exemple, La Poste) ou licencient à qui mieux mieux. Il faudra obliger l'Etat à arrêter de ponctionner sur les bas salaires, les pensions de retraite et d'invalidité.

Il faut prendre sur les profits faramineux pour créer des logements sociaux dans toutes les communes, pour augmenter aussi les salaires et pensions jusqu'à 1800 euros net par mois, c'est à dire le nécessaire pour vivre décemment. Et pour faire appliquer ce programme, il faut aussi que la population puisse exercer un contrôle sur tous les comptes, savoir d'où vient l'argent et où il va et donc il faut lever le secret bancaire et celui des affaires.

76 milliards de profits pour les seules entreprises du CAC 40 en 2016, pourraient servir à la construction de 700 000 logements, mais aussi de 230 grands hôpitaux et créer 2 millions d'emplois.

Je comprend votre réel problème et des solutions existent, il suffit de les mettre en œuvre. Je vous remercie de m'avoir interpellée sur ce sujet et tiens à vous exprimer ma considération distinguée.

Anne-Isabelle Brivary, candidate sur la 4ème circonscription pour Lutte Ouvrière